

Communiqué de presse



Le gouvernement Macron n'épargne aucun secteur, aucune profession...que l'on soit jeune, retraité, actif ou chômeur, salariés du public ou du privé, nous sommes tous dans la ligne de mire du gouvernement.

Dans la continuité des lois Hollande-Macron, le gouvernement veut "réformer" l'ensemble du droit du travail, détruire les garanties collectives comme le souhaite tant le Medef.

Précarité, flexibilité pour les salariés sont les maîtres-mots des ordonnances :

- Avec la fin du CDI, la remise en cause du contrat de travail, la multiplication des CDD, la généralisation des contrats de chantier et la rupture conventionnelle collective, ce serait l'explosion des dernières protections contre les licenciements. Un nouveau cap est franchi avec le plafonnement des indemnités accordées au salariés, lors de la reconnaissance de leurs droits par le tribunal des Prud'hommes.
- Les accords d'entreprise primeraient sur les accords de branche, sur le Code du Travail et le contrat de travail, dérèglementant ainsi la durée légale du temps de travail, la rémunération des heures supplémentaires, la reconnaissance de la pénibilité et généralisant le travail de nuit et des dimanches.
- L'employeur pourrait modifier unilatéralement un accord de branche et choisir les Conventions Collectives les moins avantageuses pour les salariés.
- Les pleins pouvoirs seraient donc donnés à l'employeur en permettant de signer des accords dérogatoires, sans les Syndicats, et particulièrement en utilisant les référendums organisés à leur initiative.
- Isoler encore et toujours les salariés face aux directions avec la fusion des IRP et la disparition des CE et CHSCT. Avec la diminution des mandats et une présence des Organisations Syndicales, cantonnées au Conseil d'Administration, c'est plus de temps de réunion avec les patrons et moins de temps avec les salariés.

Pas plus que la casse du droit du travail ne créera de l'emploi, la baisse des cotisations n'augmentera les salaires, bien au contraire.

Notre modèle social et sociétal est aussi remis en cause par les attaques contre la Sécurité Sociale et les Services Publics :

Sécurité sociale :

La baisse des cotisations sociales (Chômage et Maladie), en échange de la hausse de la CSG de 1.7 point, poursuit le démantèlement de la Sécurité Sociale. Depuis 1991, la transformation des cotisations en impôt est engagée, voulant intégrer l'assurance maladie dans le budget de l'État afin de pouvoir la livrer au secteur assurantiel.

Les conséquences en seraient un affaiblissement de la Sécurité Sociale, avec un risque de dégradation de la qualité des services et une élévation de leur coût. Cela conduirait à creuser encore les inégalités, à développer notamment un système de santé à 2 vitesses alors qu'aujourd'hui mêmes ¼ des français renoncent aux soins faute d'argent.

Les annonces faites concernant une réforme sur les retraites visent à transformer notre système par répartition, solidaire et intergénérationnel, en un système individualisé par capitalisation. D'ores et déjà le gouvernement a annoncé la fin des régimes spéciaux pour 2018.

Services publics :

Au travers du projet de loi des Finances 2018, Emmanuel MACRON et son gouvernement visent un nouveau plan d'économie de 60 milliards d'€ entraînant :

- Le gel du point d'indice pour 2017 et 2018, l'augmentation de la CSG sans garantie de compensation pour le pouvoir d'achat, la baisse du pouvoir d'achat des retraités,
- la généralisation de l'individualisation des carrières et des rémunérations, la réinstauration du jour de carence, la remise en cause du calendrier des mesures de réévaluation des grilles indiciaires,
- la suppression de 120 000 postes (50 000 dans la Fonction Publique d'État et 70 000 dans la Territoriale), la suppression des missions assurées par des emplois aidés,
- L'aggravation des disparités d'un territoire à l'autre et des inégalités d'accès aux soins, au logement, à l'éducation...

Toutes ces annonces d'austérité sont faites alors même que la France se place au 1^{er} rang pour le montant des dividendes versés aux actionnaires (40.6 milliards) !

La CGT 13, la FSU 13, Solidaires 13, UNEF Aix Marseille et UNL 13 appellent, les salariés, jeunes, retraités, privés d'emploi, à se mobiliser le 12 septembre,

- Contre la casse :
 - du droit du travail
 - de la Sécurité Sociale
 - des Services Publics
- Pour :
 - la création d'emplois, l'augmentation des salaires
 - pour le développement des Services Publics répondant aux besoins de tous
 - pour une Sécurité Sociale solidaire,

Tous ensemble, mobilisés, en grève et manifestation,

Mardi 12 septembre 2017

10h30 - Vieux-Port – Marseille

Unis et déterminés imposons le progrès social